



N° 22- décembre 2013

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2012

L'activité ralentit encore

Clémentine GARANDEAU, Jean-Éric PLACE, Insee Antilles-Guyane

La reprise, amorcée en Guadeloupe en 2010, s'est poursuivie en 2011 et en 2012, mais à un rythme de plus en plus faible. Le PIB régional continue d'augmenter, de 0,6 % en euros constants sur l'année. Toutefois, le ralentissement est net par rapport à 2011 où il connaissait une progression deux fois supérieure (+ 1,2 %) et plus net encore par rapport à 2010 (+ 1,9 %).

En 2012, la croissance en Guadeloupe reste néanmoins supérieure à celle enregistrée au niveau national et en Martinique, où elle est nulle (0 %) dans un cas comme dans l'autre.

Cette année, la croissance repose d'abord sur l'augmentation de la dépense publique. La consommation des ménages, si elle est relativement peu dynamique, joue tout de même un rôle de soutien de l'activité important. En revanche, l'investissement est désormais orienté à la baisse, alors qu'il était en progression en 2010 et en 2011.

Les échanges avec l'extérieur se contractent, dans un contexte national et international peu porteur. Les importations de biens d'équipement baissent, en lien avec le repli de l'investissement.

Les exportations reculent fortement, mais principalement en raison de mouvements de réexportation de produits pétroliers raffinés. Les dépenses touristiques, comptabilisées en tant qu'exportations, sont orientées à la baisse.

À prix constants, malgré la progression de 2012, le PIB ne parvient pas à retrouver complètement son niveau de 2008, restant encore 1,1 point en dessous.

Enfin, avec une croissance démographique quasi nulle (+ 0,1 %), le PIB par habitant progresse en 2012, à une vitesse presque identique à celle du PIB (+ 0,5 %).

Les dépenses publiques et la consommation des ménages soutiennent l'activité

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants

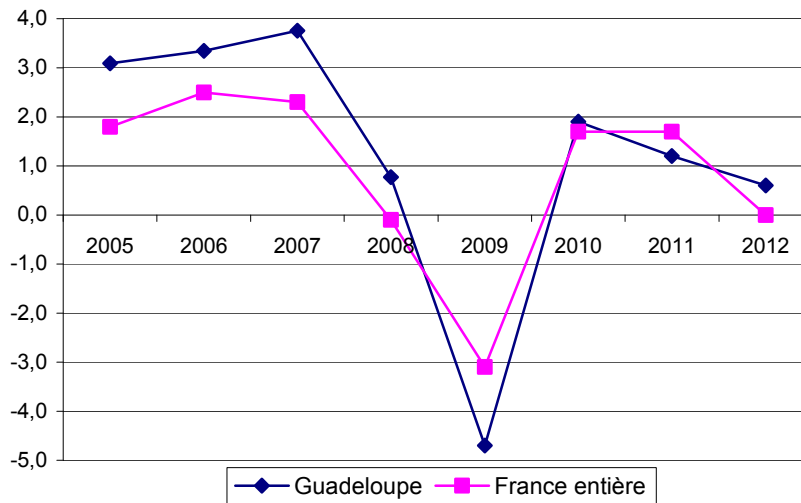
	2011	2012	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut.....	7 867	8 033	+ 0,6	+ 1,5	+ 2,1
Consommation des ménages.....	4 766	4 895	+ 0,8	+ 1,9	+ 2,7
Consommation des administrations publiques....	3 428	3 572	+ 2,6	+ 1,5	+ 4,2
Investissement.....	1 427	1 419	- 2,1	+ 1,6	- 0,6
Imports de biens et services.....	2 700	2 686	- 3,0	+ 2,6	- 0,5
Exports de biens et services.....	871	808	- 7,6	+ 0,4	- 7,3

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides



L'économie de la Guadeloupe en 2012

La croissance s'essouffle en Guadeloupe Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

La consommation des ménages soutient la croissance

La consommation des ménages augmente de 0,8 % à prix constants, contribuant à hauteur de 0,5 point à la croissance. La consommation des ménages, moteur de l'économie guadeloupéenne, semble manquer de souffle comme l'ensemble des composantes de la demande globale. Contrairement à la France entière, la consommation des ménages augmente, et dépasse toujours nettement son niveau d'avant-crise.

La consommation des ménages reste toutefois fragile comme en témoigne le recul des immatriculations de véhicules neufs et la baisse des importations de biens de consommation.

La hausse de la consommation des ménages s'explique par celle des revenus salariaux qui progressent légèrement en 2012. Le gain de pouvoir d'achat qui en a résulté s'est reporté davantage sur la consommation que sur l'épargne des ménages.

Cependant, la consommation des ménages ne retrouve pas le rythme de progression qui avait été celui des années d'avant-crise : entre 2002 et 2007, elle avait progressé en moyenne de 2,8 % par an. En 2012, elle est pénalisée par l'attentisme des ménages et par un marché du travail qui continue à se dégrader, avec un taux

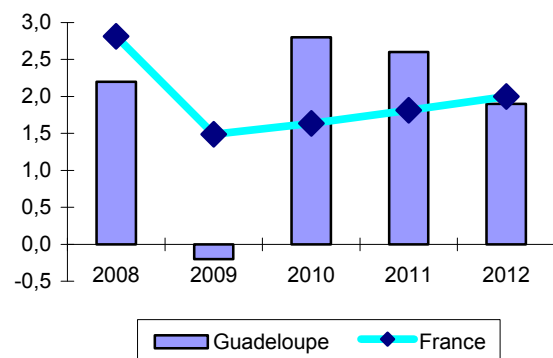
de chômage à 23 % et une part de chômeurs de longue durée qui continue d'augmenter.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, qui représente l'essentiel des demandes d'emploi, est en hausse de 4 % sur l'année.

L'inflation, qui pesait sur la consommation des ménages en 2010 et 2011, ralentit, mais reste encore significative en 2012. Les prix progressent de 1,9 % sur l'année en Guadeloupe contre 2,0 % dans l'ensemble du territoire national. L'inflation est tirée par les services, l'alimentation et l'énergie, et modérée par le ralentissement de l'évolution des prix des produits manufacturés qui se confirme (+ 0,3 %). Ce n'est qu'en 2013 qu'on assiste à une nette baisse de l'inflation.

L'inflation est plus limitée en 2012

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Augmentation des dépenses publiques

La consommation finale des administrations est en hausse de 2,6 % après une augmentation de 1 % en 2011. Elle concerne notamment les collectivités locales. L'augmentation est due à la fois aux charges de personnel et aux achats et charges externes. La consommation finale des administrations contribue pour 1,1 point à la croissance du PIB et est le moteur principal de l'activité.

Par les salaires distribués et les commandes publiques passées, l'augmentation des dépenses publiques soutient la croissance de l'activité économique, même si, à long terme, l'impact n'est pas neutre sur le niveau de la dette publique.

Forte contraction de l'investissement

Après deux années d'augmentation, en 2010, où il avait été un moteur de la reprise (+ 7,7 %), et en 2011, où il avait continué d'augmenter, mais à un rythme plus modéré (+ 1,2 %), l'investissement se contracte en 2012 ; il diminue de 2,1 % en volume. Sa contribution à l'évolution du PIB est négative (- 0,4 point).

Pourtant, cette baisse de l'investissement a lieu dans un contexte où les taux d'intérêt sont à un niveau historiquement bas, ce qui révèle la prudence des agents économiques face à un contexte international et local difficile.

L'investissement diminue de 2,1 % en volume

Évolution de l'investissement en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

L'investissement des entreprises montre des signes de faiblesse, ainsi qu'en témoignent les importations de biens d'équipement qui baissent de 13,2 %, ou encore l'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises, également en baisse (- 2,1 %).

L'investissement des ménages¹ est un peu plus dynamique : les crédits à l'habitat ont progressé de 7,1 %. Toutefois, après une forte baisse (- 17 %) des autorisations de permis de construire en 2011, il n'y a pas eu de vrai rebond en 2012, celles-ci restent pratiquement au même niveau que l'an dernier (+ 1 %).

Dans la branche des travaux publics, le manque de projets structurants se fait toujours ressentir : si les projets de l'Université régionale des métiers de l'artisanat (URMA) et une partie du campus du Camp-Jacob se sont concrétisés, les opérations de rénovations urbaines de Pointe-à-Pitre et des Abymes ont pris du retard et les carnets de commande des entreprises du secteur restent dégarnis.

Les exportations baissent en raison des produits pétroliers

Évolution des échanges extérieurs en valeur : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les importations baissent de 3 % en volume, en raison notamment d'une forte baisse des importations de biens d'équipement.

Les importations de produits alimentaires sont stables en volume. Quant aux importations de

¹ FBCF des ménages purs (hors acquisition de capital des entrepreneurs individuels) constituée essentiellement par les dépenses de construction de logements neufs, le gros entretien de ces logements et les achats de logements aux entreprises (promoteurs en particulier).

L'économie de la Guadeloupe en 2012

produits pétroliers raffinés, leur montant en valeur est sensiblement inférieur à celui de 2011 et ce, malgré une augmentation du prix du pétrole.

Les exportations baissent de 7,6 % en volume, mais cette évolution est imputable à celle des exportations de produits pétroliers. En effet, d'importantes réexportations de pétrole raffiné à partir du site de stockage de la SARA à Jarry ont eu lieu en 2011.

Hors hydrocarbures, les exportations sont presque stables en volume.

Le tourisme marque le pas

En 2012, l'activité touristique marque le pas après deux années successives d'amélioration. Le nombre de nuitées dans les hôtels classés diminue de 3 % par rapport à 2011, mais reste toutefois supérieur au niveau de 2009 et de 2010.

À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers diminue de 1,3 % sur un an. À contre-courant de cette tendance, le nombre de croisiéristes progresse fortement, dopé par l'arrivée de nouvelles compagnies (Royal Caribbean Cruise Line et MSC Croisières).

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, les comptes rapides 2012 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Guadeloupe, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Des données en base 2005

Depuis les données millésimées 2010, les comptes économiques rapides des DOM sont élaborés à partir de données en Base 2005. Ce changement de base a été l'occasion d'introduire de nombreuses améliorations dans la mesure de l'action sociale, des activités des ISBLSM, des échanges extérieurs... Les nomenclatures des produits et branches ont également été revues. Pour ces raisons, les données publiées ici ne sont pas directement comparables avec celles diffusées aux années antérieures à 2008. Par ailleurs, la dépense des touristes dans le département est comptabilisée depuis 2011 au sein des exportations.

Pour en savoir plus

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.cerom-outremer.fr/guadeloupe
et sur www.insee.fr/guadeloupe

« La Guadeloupe en 2012 », Rapport annuel de l'IEDOM - juin 2013 www.iedom.fr

« L'année économique et sociale 2012 en Guadeloupe », Antiane-Eco n° 76, Insee - juin 2013

« Une reprise en demi-teinte » - Comptes rapides 2011, septembre 2012

« Reprise de l'activité économique » - Comptes rapides 2010, novembre 2011

« Un repli économique sans précédent » - Comptes rapides 2009, octobre 2010

Directeur de la publication : Georges-Marie Grenier

© Insee - IEDOM - AFD - 2013